Zeitschrift: Domaine public

Herausgeber: Domaine public

Band: - (2017)

Heft: 2178

Artikel: Coup de projecteur sur les élites suisses : les élites peuplent toujours les Chambres fédérales, mais ce ne sont plus les mêmes

Autor: Jaggi, Yvette

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1014380

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 09.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

vieillesse 2020 sacrifiée sur l'autel de lendemains qui chantent… faux.

Pour des groupuscules inexistants au plan fédéral, l'occasion était bonne de se profiler en utilisant leur présence active dans les syndicats genevois et vaudois.

Avec l'appui aveugle du parti socialiste du bout du lac, toujours soucieux de se positionner très à gauche, quitte à ignorer la volonté de sa base qui s'était pourtant clairement prononcée en faveur de Prévoyance vieillesse 2020 à l'occasion du référendum interne du PSS.

Au-delà du projet Prévoyance vieillesse 2020, c'est la capacité du système politique suisse de produire des réformes consensuelles que met en cause l'action conjointe des extrémistes de tous bords. Avis de tempête sur la démocratie directe?

Coup de projecteur sur les élites suisses

Les élites peuplent toujours les Chambres fédérales, mais ce ne sont plus les mêmes

Yvette Jaggi - 21 septembre 2017 - URL: https://www.domainepublic.ch/articles/32145

Les élites n'ont pas la cote, sauf peut-être dans le monde du sport. En politique en particulier, le qualificatif d'élitaire prend une tonalité carrément injurieuse. Il s'oppose à ce qui serait proche du peuple, des simples citoyens, des électeurs.

Et pourtant, patiemment, les chercheurs s'intéressent à ces élites tant décriées. L'Université de Lausanne abrite même un Observatoire des élites (Obelis) que dirige le professeur André Mach. Il dispose d'un gigantesque fichier de 20'000 noms, ceux des personnalités ayant occupé des postes à responsabilité au cours de l'une au moins des sept années de référence choisies : 1910, 1937, 1957, 1980, 2000, 2010 et 2015. Le tableau comprend les élites regroupées en quatre catégories: politiques (élus aux Chambres fédérales et au Conseil fédéral ainsi que dans les exécutifs cantonaux ou principaux dirigeants des partis suisses dits gouvernementaux), économiques (administrateurs et directeurs des 110 plus importantes entreprises du moment ainsi que dirigeants des sept organisations faîtières de l'économie), administratives (cadres supérieurs de la Chancellerie fédérale et des sept départements, membres du directoire de la BNS et du Tribunal fédéral) et académiques (professeurs ordinaires et extraordinaires des différentes hautes écoles de Suisse).

Bien entendu, nombre de personnalités figurent dans plus d'une catégorie. Les croisements sont particulièrement fréquents et significatifs entre les mondes de la politique et de l'économie. Historiquement, certaines grandes entreprises déléguaient l'un ou l'autre de leurs hauts responsables dans la Berne fédérale. Ciba-Geigy, Coop, Migros, telle ou telle société industrielle ou compagnie d'assurance disposait d'au moins un député au Conseil national, pour ne rien dire des régies CFF et PTT ou de Swissair. L'un d'entre eux au moins est devenu conseiller fédéral, en la personne d'Otto Stich, chef du personnel du groupe Coop depuis 1971 jusqu'au jour de son élection surprise le 7 décembre 1983, à la place de la candidate officielle du PS, Lilian Uchtenhagen, elle-même présidente de l'importante Société coopérative de consommation de Zurich.

Les grandes entreprises ont mieux à faire

A l'heure actuelle, la représentation directe des grandes entreprises se fait rare, pour trois raisons que détaille une enquête attentive

récemment présentée dans la *NZZ*. Tout d'abord et simplement, le temps manque aux administrateurs et plus encore aux directeurs des grandes sociétés pour faire partie du Parlement. Selon une étude de l'Université de Genève sur le revenu et les charges des parlementaires fédéraux, ces derniers travaillent en moyenne à 71% (Conseil des Etats), voire à 87% (Conseil national) pour remplir leur mandat électif.

Par ailleurs, la proportion des dirigeants étrangers ou doubles nationaux occupés dans les grandes entreprises suisses s'élève régulièrement depuis 1980, année où elle plafonnait à 4%, pour atteindre 23% en 2000 et environ 33% en 2015. Enfin et surtout, le *lobbying* direct auprès des membres des commissions parlementaires tout comme la possibilité de conseiller personnellement les élus s'avèrent plus efficaces que la présence à nombre de séances et de réunions.

A cet égard, l'obligation de déclarer ses relations privilégiées introduit une transparence inachevée (DP 2154). Tant les registres des intérêts que ceux des accrédités, scrupuleusement mis à jour chaque mois pour chacun des 246 élus aux Chambres, fournissent certes des informations importantes. Mais ils ne peuvent évidemment pas rendre compte de toutes les connivences et autres prises d'influence, pas forcément rémunérées sous une forme ou une autre, qui font partie du jeu des relations personnelles.

L'agriculture toujours bien représentée

Quoi qu'il en soit des entreprises, certaines branches économiques et professions demeurent envers et contre tout bien représentées. C'est le cas de l'agriculture. La diminution du nombre de paysans et d'exploitations ne fait que souligner par contraste la force persistante de leur présence au Conseil national. Du coup, ils pèsent sur les continuels débats qui servent à densifier encore la réglementation des travaux, des surfaces et des filières agricoles ainsi que des conditions de normalisation, de transformation et de commercialisation des produits de la terre – le tout consolidé par divers mécanismes de financement, de compensation et de subventionnement. Depuis l'an 2000, l'Union suisse des paysans (USP) a vu certes sa représentation diminuer de huit à trois élus et se faire dépasser pour la première fois de l'histoire par l'Union syndicale suisse avec ses quatre élus. Mais l'USP peut compter sur la présence de nombre d'agriculteurs de terrain, travaillant sur des exploitations modernes et sans doute bien organisées pour passer à l'agriculture 4.0.

L'UDC, principal groupe de l'Assemblée fédérale, pratique traditionnellement la dénonciation des élites en tous genres. Sauf que dans ses rangs les ingénieurs agronomes de l'EPFZ ne prédominent plus; ses élus appartiennent de plus en plus souvent à la catégorie des diplômés universitaires, des facultés de droit et d'économie notamment.

La querelle sur les élites et la question de leur contribution aux travaux de la politique suisse se poursuit. D'importantes publications, déjà parues ou annoncées, devraient contrer les présomptions populistes. Mais il est d'ores et déjà clair que la composition et le mode de fonctionnement des fameuses élites ont profondément changé au cours des vingt dernières années, aux Chambres fédérales tout au moins. Une évolution à lire en parallèle avec la professionnalisation de fait d'un Parlement qui se prétend encore de milice.